

ciellement par le Royaume-Uni et trois membres asiatiques du Commonwealth, tandis que les autres membres, y compris le Canada, s'abstenaient toujours de le faire.

Le 25 juin 1950, l'invasion de la Corée du Sud par les communistes nord-coréens a créé un problème nouveau et très grave dans le nord-est de l'Asie. Le Canada et les autres pays du Commonwealth membres des Nations Unies ont appuyé la décision du Conseil de sécurité de prêter main-forte aux défenseurs sud-coréens. La plupart d'entre eux, y compris le Canada, ont fourni des troupes. Une division du Commonwealth, composée de soldats du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ainsi que d'une unité médicale recrutée aux Indes, fut placée sous le drapeau des Nations Unies et s'est acquittée de sa tâche avec distinction. Les nations du Commonwealth, comme bien d'autres membres des Nations Unies, vivement touchées par la destruction de vies et de propriétés en Corée, s'efforcent de secourir et de rétablir la population.

Lors de leur réunion de 1951, les premiers ministres ont suivi très attentivement les discussions, consacrées à la situation coréenne en particulier et, de façon générale, à celle de l'Extrême-Orient, qui se poursuivaient alors à l'Assemblée générale des Nations Unies, à New-York, et ils ont échangé des opinions sur la manière dont leurs représentants pouvaient s'y rendre le plus utiles. Une liaison étroite fut maintenue avec l'Assemblée des Nations Unies.

Dans une déclaration émise à la fin de la Conférence, les premiers ministres, après avoir fort insisté sur l'urgence d'un règlement des questions allemande et japonaise, ont exprimé le vœu que l'on trouve une solution pratique qui permettrait un échange de vues avec Staline ou Mao Tse-Tung. Ils ont affirmé leur volonté de ne pas intervenir indûment dans les affaires de l'Union soviétique, de la Chine ou de tout autre pays. Les pays du Commonwealth, disaient-ils, ne se considéraient pas comme un groupement fermé, mais souhaitaient ardemment de collaborer avec les autres nations. Toutefois, aussi longtemps que subsisterait une menace d'agression, les pays du Commonwealth devraient évidemment fortifier leur système de défense. Les premiers ministres promettaient aussi d'appuyer les Nations Unies et le plan de Colombo.

La Conférence des ministres des Affaires étrangères et celle des premiers ministres, reconnaissant toutes deux l'influence des problèmes économiques sur la situation internationale, ont soumis ces questions importantes à une étude approfondie.

Un problème économique qui se posait d'une façon aiguë en 1951 était la rareté de matières premières et, partant, la mauvaise distribution des marchandises ouvrées ou semi-ouvrées. La Conférence des premiers ministres fut d'avis que, dans ces circonstances, les nations du Commonwealth devraient se consulter de façon plus étroite et plus régulière sur toutes les questions de production et d'approvisionnement. En conséquence, une conférence des ministres du Commonwealth particulièrement intéressés aux questions d'approvisionnement s'ouvrit à Londres le 24 septembre 1951. Des dispositions y furent prises pour accroître l'échange de renseignements tant sur les matières premières que sur les marchandises ouvrées ainsi que pour faciliter l'expédition d'articles fabriqués aux pays du Commonwealth qui en auraient besoin.

Le marasme financier dans lequel se débattait le Royaume-Uni à l'automne de 1951 et, en général, les difficultés que ne cessait d'éprouver la zone sterling posèrent